

Pourquoi la question ethnique est-elle importante?

En 1947, juste avant d'obtenir son indépendance de la Grande-Bretagne, une conférence s'est tenue à Panglong, en Birmanie. Le général Aung San (père d'Aung San Suu Kyi) avait compris que la Birmanie pouvait survivre seulement si les groupes ethniques non-birmans – formant au moins 40 % de la population – acceptaient d'en faire partie. Il a été convenu d'une structure fédérale, mais quelques mois plus tard, Aung San était assassiné par des rivaux qui s'opposaient à cet accord. La Birmanie est donc née en tant qu'État centralisé dominé par l'ethnie birmane. Sanctionnée par l'État, la discrimination contre les non-Birmans mena aux tensions ethniques et à la résistance armée. L'État se militarisa et devint en 1962 une dictature militaire qui dura presque cinquante ans pour n'être remplacée que tout récemment par un parlement dominé par l'armée.

La Birmanie fut amalgamée par les Britanniques à partir d'un territoire plus vaste que l'Alberta, que se partageaient divers peuples – Shan, Karen, Kachin, Chin, Wa, Mon, Karenni, Arakan, Birman et autres – chacun avec une culture et une langue distinctes. Personne n'a jamais contrôlé pleinement toutes ses montagnes boisées et ses vallées fertiles. Certains peuples montagnards n'ont jamais vu d'autres fonctionnaires que les soldats. La périphérie ethnique de la Birmanie, où les minorités sont la majorité, couvre 60 % du territoire géographique.

Contrairement au général Aung San, les régimes birmans d'après l'indépendance prétendirent que le régime militaire était la seule façon de préserver l'unité du pays. Pendant des décennies, ils appliquèrent brutalement la politique de la terre brûlée afin d'étendre la souveraineté jusqu'aux frontières du pays. Il fallait conquérir et contrôler les villages ethniques, subjuguier les populations et les *birmaniser* – en imposant la langue birmane et, de préférence, le bouddhisme. Le nom birman Myanmar imposé au pays en 1989 fut perçu comme une birmanisation linguistique, et rejeté pour cela par les militants pour la démocratie.

Les campagnes militaires se butèrent à de la résistance, tant pacifique qu'armée. Les offensives militaires de plus en plus brutales ne firent que renforcer la détermination des résistants. Les villageois préféraient se réfugier dans les montagnes plutôt que de se soumettre au contrôle militaire et des groupes ethniques formèrent de vastes territoires régis par leurs propres gouvernements régionaux.

Alors que la militarisation renforçait la répression dans les centres urbains de la Birmanie centrale, le régime fut confronté à d'importantes manifestations pacifiques en 1975, 1988, 1996 et 2007. Dans tous les cas, le régime réagit brutalement en tirant sur les foules, en procédant à des arrestations massives et en massacrant et torturant les dissidents. Les dissidents des villes, en majorité Birmans, fuirent vers les territoires ethniques où ils formèrent des alliances avec plus d'une douzaine de groupes ethniques de résistance, déjà alliés. Ensemble, ils négocièrent et rédigèrent des ébauches de constitution en vue de rétablir la paix en Birmanie. Pour toute réponse, l'armée birmane détruisit plus de 3600 villages, fit des offensives en territoire ethnique et mina les alliances en offrant des concessions d'affaires aux dirigeants des groupes armés afin d'obtenir un cessez-le-feu sans traiter des différends politiques.

Sans résolution politique, la plupart des cessez-le-feu furent un échec. Et pourtant, les nouvelles négociations en vue de cessez-le-feu depuis 2011 ont toutes suivi le même modèle, reportant les pourparlers politiques à un moment non déterminé

pour considérer en priorité les projets de développement de l'industrie extractive. Sous le couvert des cessez-le-feu, l'armée envoie plus de troupes et d'armes lourdes. Selon la constitution en vigueur, l'armée échappe au contrôle du gouvernement et les militaires règnent toujours avec impunité dans les régions rurales. En avril 2012, un réfugié chin déclarait à Inter Pares « Je n'ai pas fui Aung San Suu Kyi, je n'ai pas fui ce gouvernement – j'ai fui pour ne pas être tué par l'armée. Et l'armée n'a pas changé, les soldats sont toujours dans mon village. »

Plusieurs de nos homologues travaillent avec les personnes et les collectivités dans les régions ethniques. Nous appuyons aussi des coalitions comme la Ligue des femmes birmannes, formée de treize organisations qui représentent des femmes de la plupart des groupes ethniques, et Burma News International, qui diffuse en dix langues les nouvelles de onze groupes médiatiques locaux. Les coalitions multiethniques peuvent surmonter les préjugés, bâtir la confiance et permettre à des groupes d'échanger expériences et stratégies afin de bâtir la paix dans la diversité en Birmanie.

En février 2012, Inter Pares a collaboré avec les Amis canadiens de la Birmanie afin d'organiser à Ottawa une téléconférence avec Aung San Suu Kyi. « Nous devons respecter les aspirations des nationalités ethniques et tenter de bâtir une union véritable fondée sur l'accord de Panglong, a-t-elle déclaré. Ces groupes veulent simplement que leur autonomie et leur autodétermination soient inscrites dans une constitution acceptable pour tous... et c'est à cela que nous devons travailler. » Sans la présence de ces éléments, il sera pratiquement impossible d'établir une paix et une démocratie durables en Birmanie. ❧

LE FINANCEMENT DE NOTRE PROGRAMME AVEC LA BIRMANIE

est assuré depuis vingt ans par des Canadiennes et des Canadiens de tout le pays, par diverses fondations et par l'Agence canadienne de développement international (ACDI). La plus grande partie de notre travail actuel avec la Birmanie se fait dans le cadre d'un programme quinquennal financé par l'ACDI : Renforcer le capital social. Inter Pares est reconnaissante du généreux soutien du gouvernement du Canada. Dans l'évaluation 2009 de ce programme, l'ACDI notait que « *par son soutien, le Canada démontre qu'il croit aux aspirations légitimes de toutes les personnes et tous les groupes qui, chaque jour, risquent leur vie en quête d'une société plus juste et plus démocratique.* »

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél. 613 563-4801 ou 1 866 563-4801 (sans frais)
Télé. 613 594-4704 www.interpares.ca

Avec le soutien de milliers de Canadiennes et de Canadiens, Inter Pares travaille au Canada et à travers le monde avec des organisations qui partagent l'analyse selon laquelle la pauvreté et l'injustice sont causées par les iniquités entre les nations et au sein de celles-ci. Inter Pares et ces organisations agissent en faveur de la paix et de la justice socio-économique dans leurs collectivités et leur société.

Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.
La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne de développement international.





Bâtir les fondations de la paix en Birmanie

Si vous avez bâti des châteaux dans les nuages, vous n'avez pas travaillé en vain; c'est là qu'ils doivent être. Vous n'avez plus qu'à bâtir les fondations dessous. — Henry David Thoreau

Il y eut une rencontre historique en avril 2012. Aung San Suu Kyi, leader birmane pour la démocratie et maintenant députée, et Zipporah Sein, militante des droits des femmes maintenant à la tête de la Karen National Union (KNU), ont réussi à se voir pour la première fois. Les Karens sont le troisième groupe ethnique en importance en Birmanie, et la KNU mène depuis des décennies un long combat vers l'autodétermination. Les politiques répressives et la brutalité du pays où elles vivent ont changé à jamais la vie de ces deux femmes incroyables. Cette rencontre fut un jalon important dans leur aspiration à une nation pacifique et démocratique – un rêve qui prenait parfois figure d'impossibles châteaux dans les nuages.

Depuis 1991, Inter Pares travaille avec des gens de la Birmanie, un pays en conflit depuis son indépendance. Diverses formes de gouvernements appuyés par l'armée ont ravagé le pays et y ont systématiquement ancré la corruption, la violence et l'impunité. Une élection tenue à la fin 2010 et des réformes effectuées par un gouvernement dit *civil* ont suscité l'espoir prudent que la Birmanie pourrait bien connaître enfin la paix et la démocratie.

« C'est avec un grand espoir teinté d'incertitude que nous constatons les changements amorcés en Birmanie, nous a récemment écrit la Karen Women Organization (KWO), homologue d'Inter Pares. Il y a eu tant de faux départs et d'espoirs brisés... La KWO ne peut prédire l'avenir... mais nous ne pouvons pas non plus attendre que le changement soit chose certaine. »

Zipporah a dirigé la KWO jusqu'à son élection à la tête du principal parti politique du peuple karen, la KNU. La KWO offre de la formation et du soutien aux femmes dans l'État Karen et les camps de réfugiés en vue de promouvoir le leadership des femmes et leur participation politique, et pour prévenir la violence contre les femmes.

Inter Pares appuie le travail de plus de cinquante organisations locales birmanes. Comme la KWO, aucune ne se contente d'attendre l'arrivée du changement. Elles sont toutes en train de bâtir les fondations du « château dans les nuages » – celui de la paix, de la démocratie et du respect des droits de la personne.

Nous appuyons les femmes et les hommes de la Birmanie qui travaillent ensemble à protéger l'environnement et à fournir des aliments et des soins de santé dans leur collectivité. Nous appuyons les gens qui travaillent à favoriser l'autonomie des femmes, documenter les violations des droits de la personne et offrir des nouvelles et de l'information dans leur propre langue. Ces groupes sont des incubateurs de la pratique démocratique, qui appliquent les principes de participation, d'égalité des sexes et de reddition de comptes à leur structure de base. Collaborant par-delà les ethnies et les nationalités, ils



Une cérémonie de remise de diplômes à l'école de leadership pour les jeunes filles de KWO.

surmontent la méfiance au fur et à mesure qu'ils explorent des solutions à leurs problèmes communs. À partir de leurs récits et leurs recommandations en matière de politiques, Inter Pares sensibilise la population et le gouvernement du Canada à la situation en Birmanie.

En 2002, la KWO a participé à un échange coordonné par Inter Pares. Des femmes birmanes et guatémaltèques ont constaté des parallèles frappants dans leurs luttes : discrimination ethnique, conflit armé, déplacements et violence contre les femmes. Elles ont échangé des récits personnels poignants, mais aussi des stratégies pour négocier la paix, abordant des enjeux aussi délicats que la violence sexuelle et la difficulté de promouvoir les droits des femmes dans un contexte *postconflit*.

En 2007, la KWO a participé à une table ronde organisée par Inter Pares où des homologues d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique ont élaboré des stratégies pour combattre la violence contre les femmes. Plus récemment, nous avons appuyé le travail de la KWO en vue d'assurer la participation des femmes à toute transition vers la paix et la démocratie dans l'État Karen.

Le travail de la KWO, favorisant la participation politique des femmes, ainsi que le leadership politique de Zipporah, sont des facteurs qui ont eu un impact important sur les pourparlers de paix menés par la KNU en 2012 avec le gouvernement birman contrôlé par l'armée. Le niveau élevé de participation des femmes à ces pourparlers et le vaste processus de consultation de la base témoignent du travail à long terme de la KWO en vue de bâtir une société démocratique où les femmes sont valorisées et respectées.

Dans ce *Bulletin*, nous donnons d'autres exemples de notre travail avec la Birmanie en vue de bâtir les fondations du « château dans les nuages » – le rêve d'une paix durable. ☞

Le périple difficile vers des soins de santé

Sur d'étroits sentiers traversés par des rivières en crue, Hser Mu Na Htoo et son équipe de cinq travailleuses et travailleurs de la santé marchent pendant dix heures en terrain accidenté. Peu avant leur arrivée, l'équipe maintient un contact étroit par émetteur-récepteur avec le leader du village pour s'assurer que l'armée birmane n'a pas occupé le village depuis leur dernière visite. Arrivés au crépuscule, tous dorment chez des oncles et des tantes, des amis et des cousins.

L'équipe se lève de bon matin pour commencer à traiter 26 patients souffrant de divers problèmes de santé – diarrhée, paludisme et graves infections respiratoires – et les conseiller afin qu'ils comprennent bien leur état de santé et leur traitement. Dans l'après-midi, avec l'aide de bénévoles du village, l'équipe donne un cours de nutrition et d'hygiène à l'école et distribue de la vitamine A et des vermifuges. Dans la soirée, les sages-femmes traditionnelles et les bénévoles de la santé passent en revue les activités sanitaires depuis la dernière visite de l'équipe. Hser Mu Na Htoo va ensuite se coucher, car elle devra se lever aux aurores pour amorcer une autre journée de traitements, de soins et d'éducation.

C'était une journée normale de travail, selon Hser Mu Na Htoo. Avec des travailleuses et travailleurs de la santé, des bénévoles et des sages-femmes traditionnelles, ils forment l'une des quatre-vingt-cinq équipes médicales mobiles de l'organisation Back Pack Health Worker Teams (BPHWT).

Les services publics de santé sont pratiquement inexistantes en milieu rural en Birmanie et les organisations d'aide internationale ont peu ou pas du tout accès à la plupart de ces régions, particulièrement en zones de conflit. Les maladies que l'on peut prévenir et traiter sont encore la principale cause de décès. BPHWT est l'un des nombreux homologues communautaires en soins de santé du programme d'Inter Pares avec la Birmanie; ensemble, ils prodiguent des soins de santé à plus d'un demi-million de personnes.

En octobre 2010, BPHWT et plusieurs autres homologues ont lancé un rapport conjoint sur les conditions de vie dans les zones touchées par le conflit. Fondé sur une enquête auprès de 28 000 personnes, *Diagnosis: Critical* dresse le portrait



BPHWT

troublant d'un pays où les indicateurs de santé sont parmi les pires au monde. Au moment de l'étude, une femme sur 14 souffrait de la forme la plus dangereuse de paludisme et 60 % des décès d'enfants de moins de cinq ans étaient imputables à des maladies que l'on peut prévenir et traiter.

Diagnosis: Critical démontre le lien évident qui existe entre l'état de santé et l'absence de système public de santé, le conflit prolongé et les exactions généralisées contre la population civile. Dans un pays où la collecte de données et la recherche sont formellement interdites, la masse de données recueillie par cette étude représente un élément essentiel pour toute planification future des soins de santé.

De concert avec les personnes qu'ils ont formées, nos homologues continuent d'offrir les soins de santé les plus efficaces et fiables dont disposent bien des villageois. À l'avenir, ces groupes seront les conseillers et les collaborateurs les plus appropriés pour faciliter la mise sur pied d'un éventuel système national de soins de santé en Birmanie. ✎

Pour les réfugiés, par les réfugiés



REBECCA WOLSKAK

« C'est l'oppression des soldats birmanis qui nous a amenés ici. Nous avons fait douze jours de marche, en dormant au bord du sentier sous des abris de feuilles. Ma femme a été malade deux jours, elle ne pouvait pas gravir la montagne. » C'est ainsi qu'Aung Htoo, âgé de 41 ans, et sa famille ont joint

les 140 000 Birmans réfugiés dans des camps en Thaïlande. Il y a aussi des réfugiés hors des camps, qui vivent parmi les quelques 1,5 million de travailleuses et travailleurs migrants en Thaïlande. On trouve plusieurs centaines de milliers de réfugiés de la Birmanie en Inde, au Bangladesh, en Malaisie et en Chine. Certains y sont depuis plus de 20 ans, d'autres viennent d'arriver. Il y aurait encore un demi-million de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans le sud-est de la Birmanie – et si l'armée continue ses exactions, ces personnes pourraient bientôt traverser la frontière et grossir les rangs des réfugiés.

Ces chiffres renversants n'étonnent plus le personnel de TBBC (Thailand Burma Border Consortium), qui offre depuis 28 ans abri et nourriture aux personnes réfugiées dans les camps de la Thaïlande. Inter Pares soutient cette tâche colossale depuis des années. Lors d'une visite récente à Ottawa, le directeur général de TBBC, Jack Dunford, a remercié le Canada

Investir dans le conflit

« **M**algré la présence de projets de développement pendant le cessez-le-feu, les habitants de l'État Kachin n'ont pas progressé; de fait, ils ont perdu un peu plus de leurs droits chaque jour. » C'est ce que déclare Tsa Ji, du Kachin Development Network Group (KDNG), dans le bulletin du groupe en mai 2012. La guerre faisait alors rage dans l'État Kachin alors que plusieurs autres États ethniques avaient amorcé des pourparlers de paix. L'État Kachin a vécu sous un accord de cessez-le-feu pendant 17 ans, mais pendant cette période, le chômage a monté en flèche, le trafic de la drogue a proliféré, la présence des troupes gouvernementales a augmenté de façon radicale, les droits de la personne ont été impunément violés, on a bloqué tout effort de participation politique véritable et d'énormes projets d'extraction ont pillé les ressources naturelles de l'État. KDNG, homologue d'Inter Pares, a bien expliqué le lien entre les vastes projets de développement et la reprise du conflit armé dans l'État Kachin en 2011, alertant d'autres groupes ethniques et la communauté internationale de l'expérience kachin d'un cessez-le-feu.

La Birmanie est un pays prospère, riche en ressources naturelles. À elles seules, les exportations de gaz naturel constituent environ 2,5 milliards \$ US des revenus annuels; avec la hausse de la production, on prévoit une augmentation de 60 % des revenus en 2013. Mais la gestion de l'économie birmane, souvent qualifiée de *capitalisme de copinage*, fait en sorte que la plupart des profits se retrouvent dans la poche d'une poignée de partisans de l'armée. Les dépenses militaires monopolisent plus du quart du budget gouvernemental, et ce, en l'absence de toute menace extérieure. La militarisation et la corruption généralisée, ainsi que l'absence de mécanismes de protection de l'environnement et des droits de la personne contribuent à perpétuer le conflit et la pauvreté en Birmanie.

Dans ce contexte, nos homologues révèlent l'impact sur l'environnement et les droits de la personne des projets d'infrastructure à grande échelle. En mars 2012, Arakan Oil Watch a produit *Burma's Resource Curse*, un rapport prédisant que le manque de transparence et de reddition de comptes sur les revenus en Birmanie empirera à coup sûr avec l'afflux de

nouveaux investissements à la suite de la levée des sanctions. Le rapport réclame la mise en place de lois et d'institutions afin de gérer de façon transparente les revenus gaziers et pétroliers avant d'accroître l'extraction des ressources naturelles par des investisseurs étrangers. Des copies du rapport ont été largement diffusées en Birmanie, dans le but notamment de sensibiliser des parlementaires actuels et futurs.

Toute transition vers la démocratie en Birmanie, si contestée soit-elle, verra une augmentation rapide de l'investissement étranger, y compris du Canada, et des projets de développement à vaste échelle pour extraire les ressources naturelles du pays. Les pratiques actuelles de corruption et de militarisation sont profondément ancrées, ce qui accroît les risques liés à l'investissement international, en plus d'attiser le conflit et d'exacerber la pauvreté en Birmanie. Inter Pares est fière de travailler avec des organisations locales qui informent la communauté internationale du contexte birman, tout en offrant à la population locale des outils leur permettant d'identifier et de contrer les risques inhérents à de tels projets. ❧



Le directeur de Arakan Oil Watch, Jockai Khaing, interrogé par des journalistes et nos partenaires médias (les visages ont été altérés).

de la constance de son appui, à l'heure où la réduction des fonds versés par l'Europe, la fluctuation des taux de change et la hausse du prix des aliments forcent la réduction de l'aide apportée à des populations déjà vulnérables.

Situation presque unique au monde, en Thaïlande ce sont les réfugiés eux-mêmes qui construisent les camps et les dirigent par l'entremise de comités élus, avec l'appui et la supervision de TBBC. Dans une évaluation réalisée en 2009, l'ACDI notait que « Le modèle de gestion des camps de réfugiés adopté par TBBC favorise l'autonomie des personnes déplacées en faisant appel à leurs propres ressources, et ce, afin de les préparer à des solutions à plus long terme. »

TBBC fournit aussi de l'aide alimentaire du côté birman de la frontière, à des populations déplacées qui vivent cachées. Elles ne veulent pas devenir réfugiées car elles tentent de continuer à cultiver la terre pour se nourrir tout en échappant au travail

forcé et aux exactions de l'armée. Le riz de TBBC est livré par des organisations locales de la région, que les personnes déplacées connaissent et en qui elles ont confiance. TBBC a aidé ces groupes à élaborer des systèmes de contrôle novateurs – des modèles dont on s'inspire partout dans le monde pour la prestation d'aide humanitaire en situation de conflit.

Les récents développements au centre de la Birmanie ont amené certains observateurs à prédire le retour imminent des personnes réfugiées, mais de fait, la situation ne s'est pas améliorée dans la plupart de leurs villages d'origine. Les violations des droits de la personne et l'omniprésence de mines terrestres incitent encore les gens à fuir. TBBC fait un travail très important afin d'assurer aux populations réfugiées le droit de décider de leur avenir, et pour permettre aux personnes qui désirent retourner chez elles de le faire dans la dignité et la sécurité. ❧